

Rechsteiner, Reimann Fritz, Ruffy, Ulrich, Zbinden Hans, Ziegler (24)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*  
L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 17. Mai 1989*

*Rapport écrit du Conseil fédéral du 17 mai 1989*

Le budget de la Confédération prévoit pour 1989 une somme de 10 millions de francs au titre de l'encouragement au cinéma. Elle permet des mesures dans le domaine des aides au scénario et à la réalisation, ainsi que des interventions concernant la promotion, la formation et les efforts culturels en matière de cinéma. Par ailleurs, la Cinémathèque suisse, encouragée par un budget séparé, reçoit un million de francs. Pour développer les participations aux efforts européens, un montant de 850 000 francs a été proposé par le Conseil fédéral pour l'année 1989.

Au titre d'aide à la promotion, la Confédération encourage, dans le cadre du crédit ordinaire au cinéma, le Centre suisse du cinéma et trois festivals: Soleure, Locarno et Nyon. Le premier offre une vitrine de l'ensemble de la production helvétique, le deuxième apparaît comme une manifestation de très haut niveau artistique où le cinéma suisse a trouvé depuis quelques années une place importante, et le troisième, consacré au documentaire, intéresse particulièrement notre pays où ce genre de films est l'objet d'un grand intérêt. Ces trois manifestations sont ainsi parfaitement complémentaires et permettent aux journalistes, acheteurs, directeurs de festivals étrangers et au public de s'informer de manière exhaustive sur la production suisse.

En outre, un nombre important de films suisses sont présentés dans des festivals étrangers. On en compte actuellement plus d'un millier dans le monde entier et les directeurs de festivals éprouvent souvent la plus grande peine à composer des programmes attractifs. Cette pléthore a déjà conduit des milieux du cinéma à demander la réduction du nombre de festivals, concurrencés souvent aujourd'hui par de grands marchés du film qui attirent un très grand nombre de professionnels.

Au stade actuel, les trois festivals encouragés par la Confédération couvrent les besoins de la cinématographie nationale. Cependant, à côté de ceux-ci, il peut exister des initiatives locales, telles que fêtes du cinéma ou manifestations à vocation plus spécialisée ou touristique. Malgré leur intérêt, elles ne sauraient élargir à un crédit consacré à l'encouragement du cinéma suisse. En vertu du principe de la compétence subsidiaire, les coûts de telles initiatives devraient être pris en charge essentiellement par les communes, les cantons et les intéressés. En ce qui concerne la situation particulière du Festival de Vevey, celui-ci a récemment changé de formule et ne base plus son financement sur un subside de la Confédération.

La situation actuelle ne saurait être figée. Au cas où une manifestation d'un très grand intérêt cinématographique nécessitant pour son développement une aide de la Confédération verrait le jour, la politique de soutien aux seuls trois manifestations actuelles pourrait être reconsidérée.

Ainsi, le Conseil fédéral prend position comme suit:

1. Les informations rappelées sont exactes.
2. Les trois festivals soutenus par la Confédération ont une part importante dans le cadre de la politique de promotion du cinéma suisse.
3. Pour le moment, ces trois manifestations couvrent l'ensemble des besoins. Elles sont parfaitement à même de présenter et promouvoir les films réalisés dans le cadre de la politique d'ouverture sur le cinéma européen définie par le Conseil fédéral. Par ailleurs, la relative modicité du crédit d'encouragement, sur lequel émerge l'aide au cinéma, ne permet pas une extension de soutien à d'autres festivals, sans porter préjudice à l'aide à la production.
4. Les conditions pour bénéficier d'un appui sont fixées par la loi sur le cinéma de 1962 et son ordonnance d'application I, article 13. Elles prévoient des critères quant à l'importance de

la manifestation pour le pays et lie le montant de la subvention à l'importance que la manifestation revêt pour la culture cinématographique suisse.

**Président:** Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates befriedigt.

89.340

## Interpellation Pitteloud

### Katastrophe von Tschernobyl. Auswirkungen auf Bevölkerung und Umwelt Catastrophe de Tchernobyl. Conséquences pour la population et l'environnement

*Wortlaut der Interpellation vom 1. März 1989*

Fast drei Jahre nach der Katastrophe von Tschernobyl sind aus der Ukraine und, wie es scheint, aus Weissrussland alarmierende Stimmen zu vernehmen: Kinder, die an verschiedenen Krankheiten leiden, erhöhte Krebsrate, Missbildungen bei Tieren usw. Es ist anzunehmen, dass diese dramatischen Auswirkungen in der Sowjetunion untersucht und in Berichten festgehalten werden. Der Inhalt dieser Berichte ist sicher auch für die Schweiz von grosser Bedeutung.

Ich frage deshalb den Bundesrat:

– Ist er bereit, die Untersuchungen in der Sowjetunion über die Auswirkungen, die der Unfall von Tschernobyl auf Mensch und Umwelt hatte, mit wachem Auge zu verfolgen und sich insbesondere die bereits bestehenden oder noch zu erwartenden Berichte zu besorgen?

– Ist er bereit, das Parlament laufend über die ihm zur Verfügung stehenden Untersuchungsergebnisse in angemessener Form zu informieren?

– Wäre er allenfalls bereit, Schweizer Wissenschaftler und Experten direkt an Ort und Stelle zu schicken?

*Texte de l'interpellation du 1er mars 1989*

Près de trois ans après la catastrophe de Tchernobyl, les échos en provenance d'Ukraine et, semble-t-il, de Biélorussie sont très alarmants: enfants souffrant de diverses affections, taux de cancers en hausse, animaux déformés, etc. Ces conséquences dramatiques font probablement l'objet d'études et de rapports en Union soviétique dont le contenu est d'une importance évidente également pour notre pays.

C'est pourquoi je demande au Conseil fédéral

– s'il est prêt à suivre de très près les travaux publiés en Union soviétique relatifs aux effets sur l'homme et son environnement de la catastrophe de Tchernobyl, notamment en se procurant les publications existantes ou à venir?

– s'il est prêt à renseigner le Parlement au fur et à mesure de l'obtention des résultats de ces études sous la forme qu'il jugera appropriée?

– le cas échéant, s'il serait disposé à envoyer directement sur place des chercheurs et des experts suisses?

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Aguet, Ammann, Bär, Bäumlin Ursula, Bircher, Bodenmann, Borel, Brélaz, Brügger, Carobbio, Danuser, Darbellay, Diener, Fankhauser, Fehr, Grendelmeier, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Haller, Hubacher, Jeanprêtre, Lanz, Leuenberger-Solothurn, Leutenegger Oberholzer, Longet, Maeder, Mauch Ursula, Meier-Glatfelden, Rebeaud, Rechsteiner, Reimann Fritz, Ruffy, Schmid, Stocker, Thür, Ulrich, Zbinden Hans, Ziegler (38)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 17. Mai 1989*

*Rapport écrit du Conseil fédéral du 17 mai 1989*

Le Conseil fédéral suit de près les travaux relatifs aux effets sur l'homme et l'environnement de l'accident du réacteur à Tchernobyl. Les publications et les conférences des organisations internationales telles que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Comité scientifique sur les effets des rayonnements ionisants de l'ONU (UNESCAR) et autres, sont les principales sources d'information. Les recommandations établies sur la base des résultats de ces travaux par la Commission internationale de la radioprotection seront prises en considération dans l'application de la loi sur la radioprotection. Le Conseil fédéral informera le Parlement dès que de nouvelles données scientifiques importantes seront connues.

Les services fédéraux compétents examinent actuellement l'opportunité d'envoyer des experts suisses dans la région de Tchernobyl. Le délégué de l'Union soviétique à l'AIEA a en effet déclaré lors d'une réunion d'experts, tenue du 12 au 16 décembre 1988 et portant sur la «planification de l'assainissement, de la décontamination et du contrôle de grandes régions contaminées par la radioactivité», que d'autres Etats pourraient participer, dans le cadre d'une expédition scientifique à Tchernobyl, à des essais d'assainissement et de décontamination en vue de récupérer les territoires contaminés.

**Präsident:** Die Interpellantin ist von der Antwort des Bundesrates befriedigt.

89.345

**Interpellation Günter**

**CO<sub>2</sub>-Produktion in der Schweiz**

**Production de gaz carbonique en Suisse**

*Wortlaut der Interpellation vom 1. März 1989*

1. Der Bundesrat wird um Auskunft gebeten über die Grössenordnung der natürlichen und zivilisatorischen CO<sub>2</sub>-Produktion in unserem Land.

2. Zusätzlich wird er gebeten, Auskunft zu geben über die Grössenordnung (in Prozenten und in Tonnen) und über die Aufteilung der zivilisatorischen CO<sub>2</sub>-Produktion (Stichworte: Privatverkehr, Schwerverkehr, öffentlicher Verkehr, Heizungen, Warmwasserproduktion, Industrie, Landwirtschaft, weitere grössere Erzeuger).

3. Nachdem die Diskussion um die Wirkung des steigenden CO<sub>2</sub>-Gehaltes auf das globale Klima angelauten ist, wird der Bundesrat gebeten, seine heutige Meinung kundzutun, bei welchem der unter Punkt 2 erwähnten CO<sub>2</sub>-Erzeuger eine Reduktion am ehesten zu bewerkstelligen wäre.

*Texte de l'interpellation du 1er mars 1989*

Le Conseil fédéral est invité

1. à fournir des renseignements sur l'ordre de grandeur des quantités de CO<sub>2</sub> produites dans notre pays (par la nature et par la société);

2. à donner des indications sur l'ordre de grandeur des quantités de CO<sub>2</sub> produites par la société (en tonnes et en pour cent) ainsi que sur l'origine de ce CO<sub>2</sub> (véhicules de tourisme, poids lourds, transports publics, chauffages, production d'eau chaude, industrie, agriculture et autres);

3. à dire, maintenant que l'on commence à se préoccuper des effets de l'augmentation des quantités de CO<sub>2</sub> sur le climat, sur laquelle des sources de CO<sub>2</sub> énumérées au chiffre 2 il serait possible d'agir le plus efficacement.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Diener, Dünki, Grendelmeier, Jaeger, Maeder, Meier-Glatfelden, Müller-Aargau, Weder-Basel, Widmer, Wiederkehr, Zwiggart (11)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates*

*vom 5. Juni 1989*

*Rapport écrit du Conseil fédéral du 5 juin 1989*

Der Verbrauch fossiler Brenn- und Treibstoffe (Erdöl, Kohle, Erdgas) in Industrie, Haushalten und Verkehr, die Herstellung und der Verbrauch von chemischen Substanzen, die Intensivnutzung in der Landwirtschaft sowie die Wald- und Bodenzerstörung sind die wichtigsten anthropogenen Quellen von Kohlendioxid (CO<sub>2</sub>) und anderen klimawirksamen Spurengasen (Fluor-Chlor-Kohlenwasserstoffe (FCKW), Methan (CH<sub>4</sub>), Lachgas (N<sub>2</sub>) und troposphärisches Ozon (O<sub>3</sub>)). Sie verursachen weltweit signifikante Änderungen der Spurengaszusammensetzung in der Atmosphäre. Als Folge davon kommt es ähnlich wie in einem Treibhaus zu einer Aufheizung der Atmosphäre, dem Treibhauseffekt.

Die CO<sub>2</sub>-Emissionen stammen sowohl aus natürlichen als auch aus anthropogenen Quellen. Auf natürliche Art gelangt das CO<sub>2</sub> in die Atmosphäre durch den Abgaw organischer Materials durch Bodenlebewesen sowie durch die Respiration (Atmung) der Pflanzen, Tiere und Menschen. Im natürlichen Kreislauf des Kohlenstoffs werden aber durch Photosynthese der Pflanzen gleichzeitig wieder grosse Mengen CO<sub>2</sub> aus der Atmosphäre entfernt; damit wird die organische Substanz aufgebaut (Assimilation), so dass der naturbedingte CO<sub>2</sub>-Gehalt der Atmosphäre annähernd ausgeglichen bleibt. Ueberlagert ist nur eine jahreszeitlich bedingte Schwankung in der Konzentration (höher im Winterhalbjahr, tiefer in der Vegetationsperiode).

Auch an der Oberfläche der Ozeane findet mit der Atmosphäre ein langsamer CO<sub>2</sub>-Austausch statt. Weltweit werden die Austauschflüsse zwischen Atmosphäre und Ozeanen sowie zwischen Landvegetation und Atmosphäre um einen Faktor 10 höher als die anthropogenen Emissionsflüsse geschätzt.

Der anthropogene CO<sub>2</sub>-Ausstoss ist zwar – verglichen mit der natürlichen Freisetzung – kleiner, setzt aber zusätzlichen in den Sedimenten gebundenen Kohlenstoff frei und stört damit das natürliche Gleichgewicht. Da die relativ rasche Zunahme des anthropogenen CO<sub>2</sub> nicht durch die langsame Aufnahme in die CO<sub>2</sub>-Speicher (Ozeane) kompensiert wird, erfolgt eine Anreicherung von CO<sub>2</sub> in der Atmosphäre.

Neben der Zunahme der CO<sub>2</sub>-Konzentration erhöht sich die Konzentration anderer klimawirksamer Spurengase wie Fluor-Chlor-Kohlenwasserstoffe, Methan, Lachgas und troposphärischem Ozon zum Teil noch schneller. Gegenwärtig tragen diese und andere Spurengase etwa gleichviel zum Treibhauseffekt bei wie das CO<sub>2</sub>. Die Gefahr einer Klimaänderung ist deshalb nicht allein auf die CO<sub>2</sub>-Zunahme zurückzuführen, sondern nach heutigem Kenntnisstand auf rund 40 klimawirksame Spurengase.

Die Erwärmung ist jedoch nur ein Aspekt möglicher Beeinflussungen des Klimageschehens. Mit Sicherheit ist auch mit Veränderungen des globalen atmosphärischen Druck- und Zirkulationssystems sowie der Niederschlagsverteilung zu rechnen. Regional und jahreszeitlich führt dies zu ganz unterschiedlichen Auswirkungen, wie der Beeinträchtigung aquatischer und terrestrischer Oekosysteme sowie der Ressourcenverfügbarkeit wie Nahrung und Wasser und damit der Lebensgrundlagen überhaupt.

Um die «Klimagefahr» abzuwenden, müssen sowohl die Emissionen von CO<sub>2</sub> als auch diejenigen der andern Spurengase (FCKW, CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O usw.) global drastisch reduziert werden. Die energiebedingten Emissionen, insbesondere von Luftschadstoffen, lassen sich durch technische Massnahmen und eine rationelle Energienutzung wesentlich verringern.

Die rationelle Energienutzung ist der direkteste und schnellste Weg zu einer umfassenden Entschärfung nicht nur des CO<sub>2</sub>-Klimaproblems, sondern auch vieler weiterer Umweltprobleme. Der Bundesrat misst daher der rationellen Energieverwendung zentrale Bedeutung zu. Er unterstützt Massnahmen zur Verringerung des Energieverbrauchs und fördert den Ausbau risikoarmer erneuerbarer Energiequellen (Windener-

## **Interpellation Pitteloud Katastrophe von Tschernobyl. Auswirkungen auf Bevölkerung und Umwelt**

## **Interpellation Pitteloud Catastrophe de Tchernobyl. Conséquences pour la population et l'environnement**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.340
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	23.06.1989 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1172-1173
Page	
Pagina	
Ref. No	20 017 532

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.